



La CNT-FTE appelle l'ensemble des personnels de l'Education Nationale à être nombreux et nombreuses en grève mardi 28 mars et à discuter de la reconduction de celle-ci.

En effet le mouvement contre le CPE, le CNE et la loi sur l'égalité des chances s'enracine au sein des facultés avec des étudiants qui sont toujours fortement mobilisés. De nombreuses facs sont toujours occupées ou bloquées, dans certaines villes comme Rennes, la lutte entre dans sa septième semaine.

Celle-ci s'élargit avec la mobilisation des lycéens qui rejoignent leurs aînés en bloquant leurs établissements, ainsi jeudi 600 lycées sur 4000 ont été fermés et les cours n'ont pas eu lieu. Dans ces lycées, des personnels ont soutenu activement ces actions en étant en grève aux côtés de leurs élèves. La CNT-FTE militera dans toutes ses sections pour que ceci s'étende le plus massivement possible, comme c'est le cas également au niveau des personnels des universités. Nous soutenons en effet les personnels en grève reconductible depuis plusieurs semaines et qui sont en train de construire des organes de lutte démocratiques comme la coordination inter-universitaire regroupant toutes les catégories de personnels (IATOS, bibliothécaires, enseignants) de 12 universités. **Dans tous ces cas, la CNT-FTE salue les fonctionnements démocratiques de prise de décisions ainsi que les modes d'action mises en place.**

Dans cette situation, le gouvernement parie sur un pourrissement du conflit et persiste à jouer la stratégie de la tension. Il a ainsi fait le choix de la violence avec des provocations policières et des arrestations arbitraires dans la plupart des villes de France. Dans la même logique, on voit que les lycéens sont réprimés encore beaucoup plus sévèrement avec des interventions très violentes des forces de l'ordre contre des lycéens bloquant pacifiquement leurs établissements.

Le gouvernement porte donc l'entière responsabilité des violences, nous sommes et resterons solidaires de toutes les personnes interpellées et réclamons l'arrêt de toutes les poursuites en cours. En effet nous n'avons rien à reprocher à des personnes qui ne font que se défendre contre les agressions de la police ; par contre nous regrettons que la rancœur et la colère populaire se retournent parfois contre nous-même, cette violence irraisonnée fait le jeu du gouvernement, alors qu'il est nécessaire de maintenir l'unité de classe.

Nous regrettons l'attitude des centrales syndicales dites « représentatives » qui ont entamé le dialogue avec ce gouvernement arrogant et autoritaire. Nous rappelons que dans l'état actuel des choses, rien n'est négociable, le gouvernement doit retirer ses projets de démolition sociale visant à la casse du code du travail et à précariser une partie toujours plus grande de la population. Il est donc regrettable que les bureaucraties syndicales tentent de dialoguer avec le but non avoué d'offrir une porte de sortie au gouvernement. Face à ces attitudes, la CNT-FTE réaffirme son attachement à l'autonomie du mouvement social, nous devons lutter sans penser aux échéances électorales futures.

La CNT-FTE appelle donc l'ensemble des personnes à participer aux assemblées générales, pour qu'établissement par établissement, académie par académie, secteur par secteur, nous construisions, à la base, la grève reconductible qui fera plier ce gouvernement.

Le secrétariat fédéral de la CNT-FTE